

INTERVIEW DE JEAN-LUC ROUGÉ

A L'ESPRIT DU JUDO LE 27/04/20

"Montrer que nous sommes prêts"

Le judo français face au déconfinement, plan d'action, perspectives

Monsieur le Président Rougé, nous sommes à la veille d'une annonce importante de l'État français concernant l'organisation du déconfinement. Et, en même temps, encore dans le plus grand flou sur l'avenir de notre pratique. Comment voyez-vous les choses ?

C'est effectivement le flou, c'est vrai. Dans les jours précédant le confinement, nous avons dans un premier temps collé aux annonces de l'État et fait confiance au message qui nous disait que c'était une grippe de plus. Et puis, comme tout le monde, nous avons commencé à décoder les contradictions et essayer de trier entre ce qui était dit pour rassurer, alerter, modeler les comportements. Le confinement nous a montré que nous étions au commencement d'une crise d'ampleur unique. Nous avons alors réagi avec pragmatisme. Il fallait continuer à analyser pour comprendre, avec des contacts dans le monde scientifique, et établir en même temps notre plan sur la base de ce qui devenait le plus crédible au fil des jours : la crise était amenée à durer et le sport ne serait pas prioritaire, et donc pas protégé comme d'autres secteurs de la vie sociale et économique le sont.

Le sport, et en particulier le nôtre. Notre famille des sports de contact ?

J'ai longtemps été inquiet pour ça. Mais quand on entre dans le détail, ce n'est pas si clair de trouver des sports qui tirent leur épingle du jeu à ce niveau. On pourrait parler du tennis, par exemple, mais le virus peut rester plusieurs heures sur une balle. Le hand ? C'est un ballon que l'on se passe et la contamination se fait beaucoup par les mains. Le football tient à ses contacts physiques. L'athlétisme, ce n'est pas tellement mieux si les aérosols de respiration en suspension sont contaminants. Même le vélo, on a compris que ce n'était pas si simple avec les effets de déplacement d'air liés à la vitesse. Il reste sans doute quelques disciplines à citer, mais ce n'est pas la majorité. Avec sa richesse technique, le judo a plusieurs cordes à son arc. L'essentiel est de convaincre tout le monde et de ne surtout pas se retrouver dans un second wagon à chaque échéance : réouverture des salles, gestion de l'été, reprise en septembre... Le danger, ce serait de laisser le terrain à d'autres disciplines apparemment plus rassurantes, type golf disons, sans s'être battu pour convaincre que nous sommes prêts aussi à recevoir le public.

Convaincre qui ? Avec quels arguments ?

Encore une fois, soyons pragmatiques. La première évidence, c'est que les salles sont fermées. L'interlocuteur à ce niveau, c'est l'État. C'est lui qui décide du feu vert. Les salles sont donc a priori ouvertes le 15 juin, avec les « consignes de distanciation » nombreuses à prévoir. C'est là qu'il faut prouver que nous sommes en capacité de gérer. Ce qui se passera auparavant dans les écoles, ce sera un peu de gym collective, mais c'est tout. Ensuite, il faudra convaincre les maires qui auront leur mot à dire dans la régionalisation des décisions à prendre. Et, enfin, les parents et les pratiquants.



Image EDJ / Arthur Demontfaucon

« On veut vraiment faire du judo, pas un ersatz »

L'État est donc la première étape. Nous avons écrit à Monsieur Castex, le responsable du déconfinement général ainsi qu'au cabinet du Ministère. Nous avons envoyé un plan complet qui comporte seize séances, l'équivalent de deux mois de judo, où tout est prévu, avec des fiches qui expliquent ce qu'il faut faire du point de départ à la maison, le comportement au dojo, le retour à la maison. Toutes les consignes, le matériel nécessaire, les pratiques à adopter. Il s'agit de montrer que nous sommes aptes à cette première étape : faire un pont jusqu'à la suivante, celle de la rentrée. Sur la pédagogie, on part de l'information donnée par les autorités sanitaires en ce moment, que nous avons vérifié autant que possible, que les enfants sont « peu porteurs et peu diffuseurs ». Mais quoi qu'il en soit, nos préconisations sont de respecter une progressivité, avec d'abord un travail de « haraki judo » — qu'on propose d'appeler « contre le fantôme » pour les enfants — c'est-à-dire un travail seul, et ensuite d'aller vers un travail en duo, sans changement de partenaire, à quatre, puis par groupe morphologique sans échange et en segmentant en surfaces différentes. On raisonne en « semaine 1 », « semaine 2 », etc. Pour les adultes, on utilise les outils du taïso, du jujitsu, qui permettent aussi une progressivité. Nous insistons sur les stratégies d'hygiène, avec l'utilisation de masques de pratique, le nettoyage systématique du tapis avant/après une séance, les judogis systématiquement lavés, les zooris désinfectés. Mais il faut être clair, notre projet est bien de ramener à la pratique du judo, avec les randoris. On veut vraiment pratiquer le judo, pas un ersatz. Ce qui compte, je le répète, c'est d'obtenir l'assentiment d'un État qui n'a pas tellement envie de dire oui a priori, lui montrer que nous sommes prêts, maîtres de la situation.

Comment la FFJudo compte-t-elle aider les clubs ?

Notre stratégie est de mettre en place nous aussi une régionalisation, à travers une commission nationale en lien avec des commissions régionales, dans lesquelles on retrouvera les présidents de ligue, les présidents de département et les responsables techniques et administratifs. Car c'est au niveau local que les aides seront les plus ciblées et pertinentes. Notamment sur des cas précis, comme l'aide à apporter à une structure qui a un professeur un peu âgé qui ne doit pas être trop exposé, par exemple. La fédération n'a pas pour vocation de « subventionner » tel ou tel, cela n'aurait pas de

sens, ou d'envisager un remboursement de licence, comme je l'entends parfois, comme d'autres pourraient envisager un remboursement de cotisation dans les clubs envers les pratiquants lésés. La licence est une adhésion et la cotisation une participation aux frais, et non pas le paiement d'une prestation. En revanche j'encourage fortement les structures à ne pas attendre pour utiliser les aides d'État, comme le chômage partiel pour leurs enseignants et salariés. Il faut anticiper à ce niveau, car l'argent que le club assumerait de perdre aujourd'hui, manquera à la rentrée, qui s'annonce difficile à gérer. J'ai les présidents tous les soirs en visioconférence, nous remontons les informations pour voir ce qu'il est possible de systématiser. L'euro de plus qu'a coûté la licence cette année devait servir au développement, il devient disponible pour permettre aux régions d'aider concrètement, ce qui représente environ cinq-cent-cinquante mille euros comme base de départ.

« Nous disons au club d'être les vecteurs d'une activité sportive d'avant-saison »

Ce qui compte surtout, c'est de réagir rapidement, notamment en n'attendant pas la rentrée pour agir, et même développer. Nous disons au club d'être les vecteurs d'une activité sportive d'avant-saison en ouvrant autant que possible, en organisant des stages, notamment vers le mois d'août où l'on peut espérer que cela soit plus facile de le faire. Pour cela, nous mettons en place la possibilité de prendre une licence gratuite pour faciliter les initiatives de découverte. Elle sera valable jusqu'au 21 septembre. L'essentiel dans cette situation, c'est de ne pas être considéré comme une pratique à risque et d'être conduit à ne pas pouvoir reprendre en même temps que les autres. Ce serait une catastrophe.

Envisagez-vous la possibilité que la situation ne s'améliore pas rapidement et impacte durablement notre discipline ? La fédération ?

Sur le plan de la structure fédérale elle-même, nous la gérons comme une entreprise, avec donc la mise en place de divers scénarios sur l'avenir, dont les plus pessimistes, comme envisager une perte de 50% de revenus des licences. Elles se renouvellent à 40% chaque année et le début de la saison prochaine sera évidemment un fort enjeu. Les licences représentent vingt millions, les aides d'État trois millions et, en plus, elles sont soumises à des actions spécifiques. Il ne faudra pas compter sur l'État pour prendre plus de choses en charge. Dans ce genre de perspective, ce ne serait pas la même fédération, c'est clair. Nous avons au moins un atout par rapport à d'autres fédérations qui gagnent de l'argent sur les événements, c'est que, chez nous, tout est gratuit pour le pratiquant. Autrement dit, tout est un coût pour le budget fédéral. La réduction de l'activité globale sera aussi une économie. Ce serait évidemment terrible de façon générale... Mais je n'ai pas tellement envie d'évoquer cela pour l'instant. Notre rôle est de servir la pratique et le pratiquant. Pour l'instant, ça tient. Ça va tenir. Et si ce n'était pas le cas, nous aurions au moins bien combattu. Comme disent les samourais, s'il est temps de mourir, alors on meurt. Mais nous n'en sommes pas là.

Vous êtes aussi secrétaire général de la fédération mondiale. On s'interroge aussi sur la façon dont le haut niveau peut reprendre. Qu'en pensez-vous ?

Je vois mercredi matin avec l'Agence Nationale du Sport les conditions de la reprise de l'entraînement de haut niveau début juin. D'ores et déjà, on peut effectivement se dire que reprendre tout de suite ce qu'on faisait auparavant ne sera pas possible. Et, à plus long terme, l'avenir n'est pas simple à prévoir. Des Jeux olympiques grandioses comme on les connaît, est-ce encore possible ? Ceux de Tokyo pourront-ils même être organisés

dans un an ? On travaille aujourd'hui sur le système de sélection mais, c'est vrai, le système de la ranking peut être remis en question. On peut se dire que les championnats régionaux ou nationaux seront organisables bientôt, avec peut-être des adaptations, pour réduire le volume des gens présents - par exemple en envisageant un championnat des dix meilleurs, ce serait une option. Les stages internationaux, les grandes compétitions ? Tout est aujourd'hui en pointillé. J'ai quand même envie de dire que, dans toutes ces visions sur ce qui nous attend, celle que cette crise finisse par s'estomper et être reléguée au rayon des mauvais souvenirs, est une hypothèse que l'on ne peut pas écarter !

Qu'avez-vous envie de dire aux pratiquants, aux acteurs du judo français ?

Nous avons une force en face. Il faut réagir en judoka, en anticipant, en l'accompagnant jusqu'à ce qu'elle ne soit plus une menace. Adaptons-nous autant que possible. La situation est difficile, tout change sans arrêt et ce que je viens de dire peut être remis en question par une nouvelle évaluation des faits demain. Restons debout. Je vous souhaite à tous du courage.

Et je vous dis, comme on le fait au Japon : « ganbatte ! »